

Secrétariat général Service des ressources humaines Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération 78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP 0149554955	Note de mobilité SG/SRH/SDCAR/2023-254 13/04/2023
---	--

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 8

Objet : Appel à candidature : Mobilité fil de l'eau_Opérateurs (FAM;IFCE;CL;RPUE;OFB) 08 postes

Plusieurs postes sont offerts à la « mobilité fil de l'eau_Oérateurs » ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

FranceAgriMer :

- 1 poste de contrôleur.euse
Date limite de candidature : 04/05/2023
- 1 poste de chef.fe de pôle distillation
Date limite de candidature : 05/05/2023
- 1 poste de chef.fe du pôle agréments et assistance
Date limite de candidature : 04/05/2023

Institut français du cheval et de l'équitation :

- 1 poste de d'ingénieur.e recherche et développement
Date limite de candidature : 22/04/2023
- 1 poste de responsable de la coordination administrative des projets patrimoniaux
Date limite de candidature : 28/04/2023

Conservatoire du littoral

- 1 poste de chargé.e de projet
Date limite de candidature : 04/05/2023

Représentation Permanente de la France auprès de l'Union Européenne :

- 1 poste délégué.e adjoint.e pour les affaires agricoles, chargé des questions vétérinaires, phytosanitaires et alimentaires
Date limite de candidature : 13/05/2023

Office français de la biodiversité :

- 1 poste de juriste droit public
Date limite de candidature : 06/05/2023

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) du pôle Agréments et assistance au sein de l'unité Appui aux exportateurs (UAEXP)

Mission des Affaires Européennes et Internationales

N° appel à candidature : 23549	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 4 – Action européennes et internationale	
Poste vacant – prise de fonction dès que possible	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle du ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutien techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;

- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée fin 2019.

Le poste est rattaché au chef de l'unité appui aux exportateurs (AEXP), au sein de la Mission des affaires européennes et internationales (MAEI).

L'Unité est chargée de gérer l'appui aux exportateurs, en lien avec les directions générales compétentes sur les sujets d'accès au marché et plus particulièrement avec la DGAL. Elle a pour mission de faciliter l'accès aux marchés internationaux représentant des enjeux prioritaires pour les filières exportatrices du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Elle assure l'interface entre les filières exportatrices, les directions du ministère en charge de l'agriculture (DGAL & DGPE), la direction générale du trésor (DG Trésor) et le ministère en charge des affaires étrangères.

L'Unité participe à la définition des priorités d'actions de la Commission agricole et agro-alimentaire internationale animée de FranceAgriMer, qui s'inscrivent en déclinaison de la stratégie Europe et internationale du ministère en charge de l'agriculture.

L'Unité procède à une veille des réglementations SPS internationales, apportant son concours pour informer et former les exportateurs sur les conditions d'accès aux marchés des pays tiers depuis l'agrément des établissements jusqu'à la délivrance des certificats SPS en s'appuyant notamment sur la base de données Expadon 2, plateforme dématérialisée de gestion des obligations sanitaires et phytosanitaires (SPS) à l'exportation que FranceAgriMer et la DGAL développent.

Au sein de l'unité, le/la chef de pôle a la charge d'assurer le pilotage et la bonne marche des activités d'agrément à l'exportation des entreprises via l'application Expadon 2 ainsi que l'assistance aux utilisateurs de cette plateforme.

Ce responsable de pôle encadre deux gestionnaires (catégorie B) et un chargé de mission (catégorie A) ayant spécifiquement en charge une assistance à la Maîtrise d'Ouvrage du projet Expadon 2, l'assistance aux utilisateurs de l'application Expadon 2 ainsi que la gestion des prénotifications.

Objectifs du poste :

- Piloter une équipe de 3 agents (un chargé de mission de catégorie A et deux gestionnaires de catégorie B).
- Finaliser la mise en place d'un pôle « agrément et assistance aux opérateurs », à la suite d'un travail de préfiguration qui a été conduit avec l'inspection générale de FranceAgriMer durant le premier trimestre 2023.
- Piloter l'activité du pôle et le processus agrément, en lien étroit avec le chef de l'unité.
- Avoir une connaissance de l'activité du pôle, et du plan de charge à venir.
- Mettre en place des méthodes de travail permettant de finaliser la gestion des dossiers dans un temps réduit, afin d'augmenter le service rendu aux entreprises.
- Mettre en place un tableau d'indicateurs et de suivi de l'activité.

Missions et activités principales :

- Assurer le lien avec les administrations concernées, notamment la DGAL et en interne au sein de l'unité AEXP avec les autres chargés de mission ;
- Assurer le contact avec les représentants professionnels des différents secteurs et l'information de ceux-ci, en lien avec les délégués filières respectifs ;
- Participer aux comités export SPS organisés par l'unité AEXP pour le volet relatif aux agréments d'établissements ;

- Assurer l'appui aux gestionnaires du pôle ainsi que la suppléance du chargé de mission pour les tâches d'assistance aux utilisateurs et de prénotification.

Relations fonctionnelles du poste :

Chargés de mission de l'unité AEXP, chef de l'unité, autres unités de la MAEI, DGAL et autres directions d'administration centrale.

Direction Déléguée du Programme Expadon 2 de FAM et ses prestataires.

Organisations professionnelles et entreprises exportatrices.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances :

- démarche qualité et pilotage de processus ;
- des connaissances des filières agricoles et agroalimentaires et des sujets sanitaires et phytosanitaires serait un plus ;
- pratique de l'anglais

Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation.

Savoir-faire / Maîtrise :

- management d'équipe ;
- organisation ;
- capacités de pilotage et reporting ;
- capacités relationnelles ;
- travail en autonomie ;
- capacités d'analyse et de synthèse ;
- être force de propositions ;
- rigueur.

Diplôme – Expérience professionnelle :

Diplôme de niveau Bac + 3 validé en cas de candidature de contractuel

Expérience appréciée en matière de pilotage de projets, d'audit sanitaire, d'appui à des négociations sanitaires, de coordination.

Contraintes du poste :

Déplacements occasionnels en France ou à l'étranger

Poste clé¹ :

Oui Non ■

Poste à caractère sensible² :

Oui Non ■

Poste à privilèges³ :

Oui Non ■

Personnes à contacter :

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr - Tél : 01.73.30.22.35

Julien BARRE, chef de la MAEI

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Julien.barre@franceagrimer.fr

Régis Raffin, adjoint au chef de la MAEI

Regis.raffin@franceagrimer.fr

Conditions de travail :

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 04/05/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef.fe de pôle « Distillation »

Direction des interventions / Service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles
Unité restructuration, gestion des excédents et des sous-produits de la vinification – délégation de Libourne

N° appel à candidature : 23558	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste susceptible d'être vacant	Localisation : 17 avenue de la Ballastière BP231 33505 Libourne

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle du ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutien techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

FranceAgriMer opère également pour le compte de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS - Ministère des solidarités et de la santé) la gestion du Fonds européen d'aide au plus Démunis (FEAD).

La direction des Interventions, composée de cinq services, est essentiellement chargée de la préparation, de l'engagement et de l'ordonnancement des dépenses et des recettes pour les aides nationales et européennes confiés à FranceAgriMer. Elle organise également les contrôles sur place de ces mesures et gère certaines interventions ne donnant pas lieu à des paiements.

Le service « gestion du potentiel viticole et d'amélioration des structures vitivinicoles » a en charge plusieurs des mesures d'aides européennes prévues dans le cadre de la politique agricole commune (aide à la restructuration du vignoble, aide à la distillation des sous-produits, aide aux investissements) ainsi que la délivrance et la suivi des autorisations de plantation de vignes. L'unité « restructuration, gestion des excédents et sous-produits de la vinification » basée à Libourne a pour missions la supervision et l'ordonnancement des dossiers d'aide à la restructuration du vignoble, la gestion de l'intégralité de la mesure d'aide à la distillation des sous-produits de la vinification et des éventuelles distillations de crise, ainsi que le suivi de l'utilisation effective des autorisations de plantation.

Objectifs du poste :

Le ou la titulaire du poste pilote les mesures d'aides aux distillations, anime les équipes d'instructeurs et organise leur activité, et assure la concertation avec les représentants des distilleries pour la mise en place des nouvelles mesures.

Missions et activités principales :

- Mettre en place et piloter l'activité d'ordonnancement des mesures de distillation (instruction, liquidation, contrôle commun et supervision), en s'appuyant sur des procédures formalisées et mises à jour si nécessaire ;
- Définir les besoins d'adaptation des outils de gestion ;
- Assurer le lien avec les distilleries et sociétés de commercialisation des alcools, notamment via une circulaire de campagne annuelle ;
- Organiser la programmation des contrôles sur place délégués en lien avec l'unité contrôles et la direction des contrôles de la DGDDI, et assurer les échanges avec les services régionaux de la DGDDI et le suivi de leur réalisation avec l'échelon national de la DGDDI ;
- Piloter, en concertation avec l'Unité potentiel viticole et pilotage de la restructuration, la mise en œuvre des sanctions relevant de la conditionnalité dans le cadre de la restructuration du vignoble ;
- Piloter, en concertation avec l'Unité potentiel viticole et pilotage de la restructuration et la cellule modernisation des outils applicatifs et conduite du changement, la mise en œuvre des sanctions en matière de gestion du potentiel de production viticole ;
- Etablir les statistiques sectorielles destinées au service d'analyse économique des filières de FranceAgriMer ;
- Préparer les réponses dans le cadre des audits internes et externes auxquels est soumis FranceAgriMer.

Relations fonctionnelles du poste :

- Agence comptable, services informatique et juridique, services territoriaux, autres services de la direction des interventions

- Viticulteurs bénéficiaires de l'aide et structures collectives, distillateurs
- Services de la DGDDI, ASP, DDT(M)

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances :

- Connaissance du fonctionnement des institutions européennes et de la politique agricole commune
- Maîtrise des outils bureautiques

Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation.

Savoir-faire / Maîtrise :

- Capacité à encadrer
- Capacité d'organisation et planification des tâches
- Capacité rédactionnelle
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Rigueur dans l'exécution des tâches
- Capacité à gérer simultanément plusieurs mesures et à gérer les urgences
- Autonomie et goût du travail en équipe

Diplôme – Expérience professionnelle :

Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ :	Oui	Non X
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non X
Poste à privilèges³ :	Oui	Non X

Personnes à contacter :

Marie TOUVAIS – Chef du service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles
Tél. : 01 73 30 23 60 – marie.touvais@franceagrimer.fr

Marie-Ange DULUC – Chef de l'unité restructuration – gestion des excédents et sous-produits de la vinification
Tél. : 01 73 30 36 20 – marie-ange.duluc@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE – Chargée d'études recrutement
Tél. : 01 73 30 22 35 – mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail :

La délégation de FranceAgriMer à Libourne est située dans une zone d'activité en périphérie du centre, à 3,5 km de la gare, et à 2,5 km de l'accès à l'autoroute A89. L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. La délégation de Libourne permet un accès à un service local de restauration proposant des tarifs préférentiels aux agents. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 05/05/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- une lettre de motivation,
- un *curriculum vitae*,
- pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE, ET DE LA FORET

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Contrôleur pluri-filière

Service régional FranceAgriMer / Pôle Contrôle

N° appel à candidature : 23560

Catégorie : B

Cotation parcours professionnel : SO

Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des techniciens supérieurs ou des secrétaires administratifs

Filière d'emploi : 3 - Contrôle

Poste vacant
Prise de fonction possible dès juin 2023

Localisation : Lyon (69) ou Lempdes (63)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Le service régional FranceAgriMer assure l'instruction, le contrôle et la liquidation d'aides nationales et communautaires et assume également des missions techniques dans les domaines vitivinicoles, des grandes cultures et de l'élevage.

Il est organisé en quatre pôles :

- Pôle gestion des aides,
- Pôle contrôle
- Pôle réglementation
- Pôle grandes cultures

Les agents affectés au sein de ces pôles sont situés à Lyon pour les missions administratives, Lyon (69), Valence (26) et Lempdes (63) pour les contrôleurs.

Objectifs du poste

Au sein du pôle Contrôles, assurer des contrôles, vérifications et enquêtes, sur place ou documentaires, en entreprise et/ou en exploitation agricole, conformément aux réglementations nationales et communautaires et dans le respect des procédures. Les contrôles portent sur l'ensemble des domaines de compétence relevant du Service Territorial, en particulier sur les contrôles en abattoirs de l'ouest de la région et sur le suivi des marchés animaux.

Missions et activités principales :

- Préparer les contrôles, vérifications et enquêtes (phase documentaire) ;
- Réaliser les contrôles, vérifications et enquêtes de toute nature (documentaires, sur écran ou sur place) ;
- Rédiger les rapports de contrôles, restituer et mettre à jour le suivi des contrôles ;
- Le cas échéant, participer à la supervision des contrôles relevant de son domaine de compétences.

Relations fonctionnelles du poste :

- les professionnels rencontrés lors des contrôles et enquêtes ;
- les agents des directions, services et unités de FranceAgriMer et de la DRAAF.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance du milieu agricole, du contexte réglementaire, du contexte d'organisme payeur
- Connaissance de l'organisation générale des secteurs contrôlés
- Connaissances en Comptabilité matières et comptabilité générale de l'entreprise
- Connaissance de la découpe et du classement des carcasses d'animaux (*).
- Connaissance du fonctionnement des marchés animaux (*).

Savoir-faire / Maîtrise

- Faire preuve de qualités relationnelles et de pédagogie dans une situation de contrôle
- Être rigoureux et avoir le sens de l'organisation
- Avoir le sens de l'observation
- Savoir diagnostiquer, synthétiser et décider
- Faire preuve d'autonomie et d'adaptabilité
- Maîtriser les outils bureautiques
- Traiter les dossiers confiés dans les délais impartis
- Anticiper les difficultés et alerter sa hiérarchie
- Être polyvalent

(*) Une formation appropriée pourra être organisée après la prise de poste en cas de méconnaissance du secteur

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat validé mais Bac+2 pour les candidats contractuels

Contraintes du poste :

Permis B indispensable, nombreux déplacements sur le territoire régional, en particulier dans l'ouest de la région et de manière exceptionnelle hors région Auvergne-Rhône-Alpes dans le cadre de l'interrégionalité.

L'ensemble de ces déplacements peuvent induire des découchés.

Poste clé¹ :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à privilèges³ :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>

Personnes à contacter

Frédéric FIEUX, chef du service FranceAgriMer Auvergne-Rhône-Alpes
frederic.fieux@franceagrimer.fr – Tél. : 04 72 84 99 11

Philippe PORTEFAIX, chef du pôle contrôle FranceAgriMer Auvergne-Rhône-Alpes
Philippe.portefaix@franceagrimer.fr – Tél. : 04 72 84 96 29

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 04/05/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Ingénieur recherche et
développement
« Energie cheval » H/F



Localisation : Uzès



Statut : Fonctionnaire ou contractuel de droit public
Catégorie A



Niveau d'études : Bac +5
Expérience : appréciée

Filière : administrative / technique

Catégorie : A - fonctionnaire ou contractuel de droit public

Cotation du poste au titre des parcours professionnels du MAA : 1

Groupe RIFSEEP : G4 pour un IAE ou G3 pour un attaché

Poste : vacant

Date limite de candidature : 22/04/2023

Date de prise de poste : dès que possible à partir du 01/05/2023

DESCRIPTION DU POSTE

➤ Présentation de l'environnement professionnel

L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants : le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le Ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.
- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.
- ✓ **Placé(e) sous l'autorité hiérarchique de** l'adjointe à la Directrice du Pôle Développement, Innovation, Recherche.

➤ Missions du poste et description des activités

L'ingénieur R&D « Energie cheval » contribue aux activités du pôle Développement-Innovation-Recherche (DIR) concernant le recours à la traction animale notamment dans le cadre de travaux agricoles et forestiers, de transport ou d'activités touristiques.

Travaillant en partenariat avec les équipes de recherches internes et externes à l'IFCE, les autres instituts techniques agricoles, il contribue ainsi à la valorisation de références utiles à la filière équine et à la vulgarisation et au transfert de résultats validés scientifiquement.

Dans un contexte de fortes attentes sociétales en matière de bien-être animal et de développement durable, il travaille en étroite collaboration avec les équipes impliquées dans ces thématiques. L'innovation, tant en matière de matériel utilisé que des pratiques mises en œuvre est un enjeu majeur pour cette filière animée d'une culture de tradition. Elle doit permettre de répondre à ces attentes sociétales mais aussi aux contraintes économiques et ainsi favoriser la transition vers plus d'énergie animale dans les territoires.

Il est le référent du pôle DIR sur le plateau technique d'Uzès.

➤ Activités principales

En lien permanent avec les autres ingénieurs de R&D travaillant notamment sur les thématiques bien-être animal, développement durable, entretien des équidés, il assurera les activités suivantes :

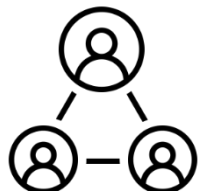


- Assure une veille scientifique, technique et réglementaire dans le domaine qui le concerne,
- Anime le groupe thématique « énergie cheval » à constituer sous l'égide du conseil scientifique de la filière équine, définit des thèmes d'études répondant aux problématiques de la filière et rédige les projets associés en partenariat avec ses représentants,
- Participe à la recherche de financement en répondant à des appels à projets, dont celui du conseil scientifique.
- Effectue des études (collecte et traitement de données notamment issues de capteurs, analyse de résultats, etc.), portées en propre et/ou réalisées en collaboration avec d'autres équipes, Définit et gère les ressources matérielles, humaines et financières liées aux projets de développement dont il est l'initiateur,
- Assure le transfert des résultats des travaux sur le thème « énergie cheval » vers les acteurs de la filière équine : rédaction de synthèses, articles, fiches, création d'outils, présentations ; mais aussi vers un public varié, plus ou moins initié aux enjeux de la filière : grand public, décideurs politiques...,
- Participe à des réunions, séminaires, groupes de travail et commissions en tant qu'expert,
- Etre le référent du pôle DIR sur le plateau technique d'Uzès.

➤ Activités annexes

- Peut-être sollicité en tant qu'expert pour réaliser des formations.
- Peut-être sollicité en tant qu'expert dans des groupes de travail au niveau européen.
- Participation ponctuelle à des projets régionaux.

➤ Champ relationnel du poste



<i>En interne</i>	<i>En externe</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Autres ingénieurs R&D du pôle DIR ; • Equipes de la DT Arc méditerranéen et du site d'Uzès ; • Ingénieurs et chargés de projets et de développement en territoire ; • Chercheurs travaillant sur la thématique concernée ; • Equipes chargées de la diffusion des connaissances. • Ingénieurs de formation 	<ul style="list-style-type: none"> • Porteurs de projets externes ou partenaires en lien avec ses activités ; • Collectivités territoriales, services de l'Etat, organismes agricoles ou spécialisés (notamment les conseils des équidés, établissements d'enseignement agricole et chambres d'agriculture). • La société des équidés de travail et les organismes de sélection gérant des équidés valorisés en traction animale



➤ **Compétences requises pour le poste**

✓ **Savoir-faire**

- Connaissance de la filière et de ses institutions
- Connaissance de la thématique d'expertise
- Relation avec les partenaires de l'Ifce
- Calcul/Statistique
- Environnement institutionnel
- Economie de la filière
- Utilisation de logiciels
- Gestion de projet
- Expression écrite
- Expression orale
- Langues étrangères
- Compétence en vulgarisation des connaissances

✓ **Savoir-être**

- Etre autonome
- Etre force de proposition et d'initiative
- Etre orienté vers les partenaires/usagers/clients
- Avoir le sens de l'efficacité
- Avoir l'esprit d'équipe

➤ **Conditions particulières de travail**

Télétravail possible (1 ou 2 jours maximum par semaine en période d'essai puis 3 jours), déplacements réguliers sur le territoire national.

Ce poste donne accès à :

- Un ordinateur portable
- Un téléphone professionnel
- Action sociale
- Participation Mutuelle



➤ **Composition du dossier**

- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,
- Les trois derniers comptes rendus d'entretiens professionnels,

CANDIDATURE – CONTACT



Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le poste : sophie.danvy@ifce.fr

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

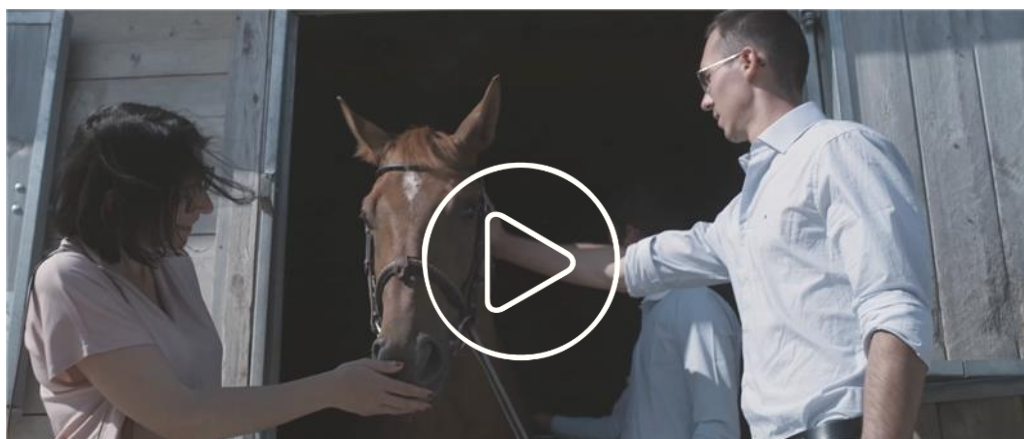
Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-4 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Pour découvrir les missions de l'IFCE, vous pouvez visionner son film de marque !



www.ifce.fr

Responsable de la coordination
administrative des projets
patrimoniaux (H/F)



Localisation : Saumur (autre résidence envisageable sous condition)



Statut : Fonctionnaire ou contractuel de droit public (A)



Niveau d'études : Master universitaire ou équivalent
Expérience : 5 ans minimum en management et/ou gestion de projet

Emploi-référence RIME (Répertoire Interministériel des Métiers de l'Etat) :

FP2CUL07, FP2ADM01

Filière : administrative / technique

Catégorie : A - fonctionnaire ou contractuel de droit public

Groupe RIFSEEP : G2 pour un IAE ou un attaché

Poste : vacant

Date limite de candidature : 28/04/2023

Date de prise de poste : dès que possible à partir du 01/05/2023

DESCRIPTION DU POSTE

➤ Présentation de l'environnement professionnel

L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants : le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire et le ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :



- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.
- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.
- ✓ **Placé(e) sous l'autorité hiérarchique de l'adjoint à l'écuyer en chef du Cadre noir IFCE (en charge des activités culturelles et patrimoniales).**

Présentation du service :

Le Pôle équitation de tradition française (ETF), performance sportive et moyens équestres pilote notamment la mission de conservation et de valorisation patrimoniale identifiée dans le Contrat d'objectifs et de Performance pour la période 2023-2027.

Trois patrimoines sont concernés par cette mission :

- Le Cadre noir, représentant de l'équitation de tradition française, inscrite au patrimoine immatériel de l'humanité de l'UNESCO depuis 2011
- Le patrimoine matériel et immatériel lié à l'attelage de tradition (véhicules hippomobiles, techniques de menage traditionnelles, harnachements, etc.) ;
- Le patrimoine matériel historique issus des Haras nationaux au travers de marqueurs identitaires forts.

Le service « culture et patrimoine » du pôle Equitation de tradition Française, Performance Sportive et moyens équestres :

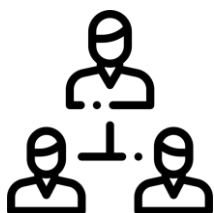
- Conçoit, pilote et conduit les projets de médiation, de conservation et de promotion des patrimoines matériels et immatériels détenus par l'IFCE et identifiés sous les deux marques Cadre noir et Haras nationaux.
- Anime, soutient et accompagne les travaux du Comité Culture, patrimoine et UNESCO.

➤ Missions du poste et description des activités



- Assurer l'enrichissement, la gestion, l'analyse et la valorisation du fonds patrimonial lié à la marque Haras nationaux :
 - **Superviser** la collecte, l'enrichissement, le classement, le catalogage, l'inventaire et la conservation des patrimoines, notamment la collection de véhicules hippomobiles,
 - **Superviser** les procédures administratives, financières et techniques visant à la protection et la conservation des patrimoines, notamment par le suivi des conventions avec les différents repreneurs des anciens sites des Haras nationaux,
 - **Contribuer** à l'étude scientifique ou participer à la connaissance de la collection et des savoir-faire métiers associés,
 - **Contribuer** à la politique de diffusion et de mise à disposition des fonds, des collections et des objets mobiliers,
 - **Contribuer** aux actions de valorisation des patrimoines (expositions, publications, mises en ligne, interventions artistiques et culturelles, etc.)
- Organiser, coordonner et superviser le fonctionnement régulier et continu du service :
 - **Assurer** le suivi du budget et de la logistique du service,
 - **Assurer** la mise en œuvre administrative et/ou technique des projets du service,
 - **Proposer** les réformes et innovations propres à moderniser le fonctionnement des services de la structure ou les processus de gestion,
 - **Mettre en place, suivre et exploiter** les outils d'évaluation de l'activité.

➤ Champ relationnel du poste



En interne	En externe
<ul style="list-style-type: none"> – Pôle Formation Professionnelle, Service Communication et Marketing, Pôle Développement, Innovation et Recherche – Délégués territoriaux, agents en territoire avec mission patrimoniale 	<ul style="list-style-type: none"> – Partenaires de l'IFCE – Comité Culture, patrimoine et UNESCO – Organismes repreneurs des anciens sites des Haras nationaux – Services territoriaux des affaires culturelles et d'archives

➤ **Compétences requises pour le poste**



✓ **Savoir-faire**

- Conduire un projet, une démarche
- Négocier
- Analyser un projet, une démarche
- Communiquer, dialoguer, convaincre
- Emettre un avis, coopérer
- Organiser une activité
- Animer une réunion

✓ **Savoir-être**

- Sens des relations humaines
- Capacité d'adaptation
- Sens de l'organisation
- Sens de l'innovation, créativité
- Sens de l'analyse
- Sens de l'initiative

✓ **Connaissances souhaitées**

- Principes généraux de la conservation des œuvres et des objets culturels mobiliers et immobiliers
- Principes généraux de la transmission et de la valorisation des savoirs faire et des patrimoines immatériels
- Techniques liées à la conservation, la restauration et l'archivages des fonds culturels et patrimoniaux
- Histoire et culture des activités et des métiers liés au travail avec les chevaux.

➤ **Conditions particulières de travail**

- Nombreux déplacements en France et parfois à l'étranger
- Travail certains week-ends (selon les manifestations)
- Large autonomie pour l'organisation du travail et des déplacements
- Recours possible au télétravail, mais besoin de présence au moins une semaine par mois sur le site national IFCE de Saumur

Ce poste donne accès à :

- Un ordinateur portable
- Un téléphone professionnel
- Action sociale
- Participation Mutuelle

➤ **Composition du dossier**



- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,
- Pour les fonctionnaires, le dernier arrêté de situation administrative,

CANDIDATURE – CONTACT



Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le poste : francois.huot-marchand@ifce.fr

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

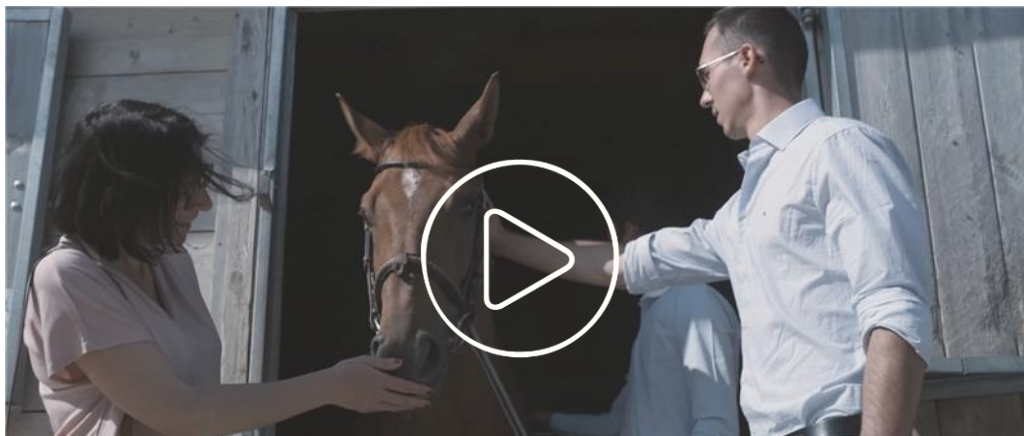
Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-4 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Pour découvrir les missions de l'IFCE, vous pouvez visionner son film de marque !



www.ifce.fr



Juriste droit public H/F

Référence :	2023/1362
Affectation :	Direction générale déléguée ressources
Catégorie :	A
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Statut du poste :	Vacant
Date limite de candidature :	06/05/2023

Information générale

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du Chef du pôle juridique.

Conditions d'emploi : Emploi permanent à pourvoir soit par un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; soit en CDD de 3 ans (Rémunération : à partir de 2 347 € brut par mois selon expérience professionnelle.)

Durée minimale attendue sur le poste : 3 ans

Créé le 1er janvier 2020, l'Office français de la biodiversité (OFB) (<https://www.ofb.gouv.fr/presentation>) est un établissement public administratif dédié à la sauvegarde de la biodiversité sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture. Doté d'un budget de 492 millions d'euros (budget initial 2022), il s'appuie sur l'expertise de près de 3 000 agents, dont une grande partie agit sur le terrain avec, notamment, 1 700 inspecteurs de l'environnement.

L'établissement est au cœur de l'action pour la préservation du vivant dans les milieux aquatiques, terrestres et marins, tant en métropole que dans les Outre-mer. Les équipes interviennent chaque jour pour lutter contre l'érosion de la biodiversité face aux pressions exercées par la destruction et la fragmentation des milieux naturels, les multiples pollutions, la surexploitation des ressources naturelles, les conséquences du changement climatique, l'introduction d'espèces exotiques envahissantes.

A ce titre, l'OFB est responsable de 5 missions complémentaires :

- la police de l'environnement et la police sanitaire de la faune sauvage
- la connaissance, la recherche et l'expertise sur les espèces, les milieux et leurs usages
- l'appui à la mise en œuvre des politiques publiques
- la gestion et l'appui aux gestionnaires d'espaces naturels
- l'appui aux acteurs et la mobilisation de la société

Mission

Être le garant de la sécurité juridique des missions et des actes de l'établissement, en particulier de la Direction générale déléguée aux ressources.

Activités principales

Assurer une mission générale de conseil et d'assistance juridique sur les matières portées par le pôle. À ce titre:

- Apporter conseil et assistance juridique aux directions supports, directions nationales ou directions régionales sur des questions relevant de son champ de compétence ;
- Assurer l'élaboration et le suivi des actes types (délibérations, décisions, contrats...) ;
- Contribuer à la rédaction des contrats en lien avec la direction « métier » concernée ;
- Assurer une mission de conseil juridique, en procédant à des analyses juridiques approfondies en particulier dans les domaines du droit public (contrats publics, droit de la fonction publique, droit administratif général (vie institutionnelle de l'établissement), droit de la propriété des personnes publiques, droit des données personnelles, droit de la communication des documents administratifs) ;
- Assurer l'interface avec le pôle juridique « métiers », la DAJ du MTES et les juridictions.
- Contribuer aux actions de sensibilisation et de formation auprès des personnels de l'établissement, notamment en matière de droit des contrats, droit de la protection des données personnelles.

- Elaborer et diffuser une veille juridique dans les domaines intéressant les matières traitées par le pôle juridique ;
- Défendre les intérêts de l'OFB par la prise en charge des précontentieux et contentieux de l'établissement ;
- Proposer et finaliser des solutions négociées pour la résolution de litiges (ex : transaction) ;
- Rédiger les recours ou mémoires en défenses en cas de contentieux et assurer la gestion et le suivi des procédures
- Interagir avec les avocats éventuellement intervenant sur les dossiers suivis et piloter leurs interventions.

Relations liées au poste

Relations internes :

- Directions nationales, régionales

Relations externes :

- Ministères, avocats, professionnels du droit

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A ou contractuel détenteur d'un diplôme de niveau Bac+5 (master 2).

Une première expérience sur un poste similaire serait appréciée.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

Compétences en droit public, en particulier en :

- droit des contrats publics (ex : subventions, marchés publics) ;
- droit de la fonction publique.

Connaissances secondaires

- contentieux administratif ;
- droit de la protection des données à caractère personnel ;
- droit de la propriété intellectuelle ;
- droit de la communication des documents administratifs.

Savoir-faire opérationnel :

- Savoir exposer oralement et défendre une argumentation juridique ;
- Évaluer les risques juridiques au regard de l'activité opérationnelle d'un organisme public ;
- Travailler en équipe et en mode projet ;
- Aisance dans l'expression écrite.

Savoir-être professionnel :

- Aisance relationnelle, sens de la communication ;
- Rigueur, méthode et sens des responsabilités ;
- Forte capacité d'analyse et de synthèse ;
- Méthode et organisation ;
- Discrétion professionnelle et confidentialité ;
- Autonomie ;
- Réactivité, disponibilité et polyvalence.

Conditions d'exercice / sujétions particulières

Télétravail possible : Oui

Déplacement à prévoir.

Dépôt de candidature

Pour déposer une candidature, les documents suivants vous seront demandés :

- CV
- Lettre de motivation
- Pour les fonctionnaires uniquement : dernier arrêté de situation administrative
- Pour les non titulaires : diplôme le plus élevé obtenu

POSTULER ([HTTPS://OFB.GESTMAX.FR/APPLY/1362/1/JURISTE-DROIT-PUBLIC-H-F](https://ofb.gestmax.fr/apply/1362/1/juriste-droit-public-h-f))

Représentation Permanente de la France auprès de l'Union Européenne
Service Agricole

Délégué(e) adjoint pour les affaires agricoles, chargé des questions vétérinaires, phytosanitaires et alimentaires.

Catégorie A/A+

Niveau de classement parcours professionnel : 3	
Date de prise de fonctions souhaitée : 1^{er} juin 2023	
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>La Représentation Permanente de la France auprès de l'Union européenne est une structure interministérielle chargée de représenter les intérêts français auprès des institutions européennes en étroite collaboration avec les administrations centrales à Paris. Le service agricole assure le suivi des travaux menés par ces institutions en matière agricole et participe à la préparation des réunions du Conseil des ministres de l'UE, dans son format agriculture et pêche. Il rédige en outre les comptes rendus des débats du CSA, du Conseil et des Commissions agriculture et environnement du Parlement européen..</p> <p>Ses membres participent également à de nombreuses réunions de groupes de travail du Conseil et, le cas échéant, à différents types de comités ou groupes d'experts. Ils assistent aux sessions de travail du Parlement et aux conférences ou réunions sur les sujets agricoles européens.</p>
Objectif du poste	<p>Sous l'autorité hiérarchique du délégué aux affaires agricoles et fonctionnelle du représentant permanent adjoint, le(la) titulaire du poste est chargé(e) des dossiers vétérinaires, phytosanitaires et alimentaires. Il s'agit de participer à l'élaboration de la position française, s'efforcer de l'expliquer et de la faire partager aux autres parties prenantes des négociations, et rendre compte du déroulement de celles-ci aux autorités nationales. Il(elle) encadre un agent de catégorie A+ et une assistante.</p>
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Promouvoir et défendre les positions françaises sur la base des instructions interministérielles validées par le SGAE et en liaison étroite avec les administrations parisiennes. A ce titre, prendre part en tant que de besoin aux réunions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- au Conseil : groupes d'experts, y compris les chefs des services vétérinaires et chefs de services phytosanitaires, groupes des attachés sectoriels des représentations permanentes, COREPER I (Comité des Représentants permanents 1^{ère} partie), Conseil des ministres.- à la Commission : groupes d'experts et groupes de travail, comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux. <p>Rechercher auprès de la Présidence et du Secrétariat général du Conseil, des autres Représentations permanentes, de la Commission et des attachés parlementaires toutes informations utiles pour préparer le plus en amont possible les négociations.</p> <p>Assurer un suivi des travaux du Parlement européen, en particulier de la commission environnement, santé publique et sécurité alimentaire et de la commission agriculture.</p> <p>Organiser et accompagner les entretiens bilatéraux à la demande des services parisiens.</p>
Champ relationnel du poste	<ul style="list-style-type: none">- Le Secrétariat général des affaires européennes ;- Les services d'administration centrale ;- Les institutions européennes (fonctionnaires de la Commission, du Parlement, du Secrétariat général du Conseil, membres des délégations des 26 autres Etats membres) ;- La Représentation permanente : Service agricole, Représentant permanent adjoint, autres conseillers sectoriels ;- Les homologues des représentations permanentes des autres Etats membres- Les bureaux de représentation à Bruxelles des organisations professionnelles

	agricoles et des régions françaises.	
Compétences liées au poste	<p style="text-align: center;">Savoirs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Excellente maîtrise de l'anglais (la connaissance d'autre(s) langue(s) de l'UE serait appréciée) ; - Connaissance de l'environnement législatif et réglementaire des questions vétérinaires, phytosanitaires et alimentaires ; - Culture juridique et bases du droit et du fonctionnement institutionnel de l'UE. 	<p style="text-align: center;">Savoir-faire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sens du contact : Qualités relationnelles indispensables ; - Capacités d'analyse et de synthèse ; - Qualités rédactionnelles ; - Disponibilité, réactivité, capacité à gérer dans l'urgence et respect des délais ; - Aptitude à la négociation, discrétion ; - Esprit d'initiative ; - Travail en équipe.
Personnes à contacter	<p><i>M. Frédéric LAMBERT</i> – Chef du service Europe & International – DGPE – 01 49 55 46 44 frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr</p> <p><i>M. Loïc AGNES</i> – Chef de Service PPSI – DGAL – 01 49 55 42 56 loic.agnes@agriculture.gouv.fr</p> <p><i>M. Pierre PRIMOT</i> – Sous-Directeur Europe, international et gestion intégrée du risque – DGAL – 01 49 55 45 26 pierre.primot@agriculture.gouv.fr</p> <p>Le dossier de candidature doit être remis à M. Sébastien RIHANI, à l'adresse électronique : sebastien.rihani@agriculture.gouv.fr</p>	

Réf. : AQU-P-2023-18-RM06

FICHE DE POSTE **Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :**

Chargé(e) de projet sur le territoire du Massif forestier de La Teste-de-Buch (F/H) au sein de la délégation Aquitaine à BORDEAUX (33)

Poste projet de catégorie A ouvert :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (renouvelable une fois)
- Aux agents contractuels de droit public en CDD de 3 ans, sous condition de diplôme et renouvelable une fois

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 500 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son Contrat d'objectif et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec la ministre de l'écologie, qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort, à Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une cinquantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

La délégation Aquitaine de l'établissement, située à Bordeaux, est composée de 8 agents intervenant sur les départements de la Gironde, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques. Début 2023, sur sa zone de compétence, 43 sites représentant 8 191 ha, sont ouverts au public et/ou bénéficient de gestion et d'aménagements.

Sur le territoire du bassin d'Arcachon et plus particulièrement sur les espaces naturels forestiers de La Teste-de-Buch les enjeux sont nombreux et exacerbés par le contexte spécifique de ce secteur (DUP, campings, gestion de la forêt usagère, cabanisation, pôle touristique régional, gestion de la bande côtière, route départementale d'intérêt régional, site naturel majeur d'ampleur nationale et classé, usages divers à impact fort et plus récemment, incendies). Dans ce contexte, la délégation aquitaine se renforce pour, d'une part, développer une approche intégrée de l'intervention du Conservatoire du littoral à l'échelle de ce massif et d'autre part, contribuer activement aux réflexions engagées par l'Etat et les collectivités sur ce territoire.

Le poste objet de la présente publication est une création.

Description des missions

L'agent sera amené à effectuer les missions suivantes :

- Participer aux démarches engagées par les services de l'Etat et les collectivités sur le territoire.
- Contribuer à la définition de la stratégie d'intervention du Conservatoire du littoral et du plan de gestion sur le massif forestier de La Teste-de-Buch, pilotés par les chargés de mission foncier et gestion de la délégation sur ce secteur, en lien avec les collectivités territoriales, les services de l'Etat, les usagers.
- Piloter, en lien avec le gestionnaire, le projet de déconstruction des bâtis incendiés et la renaturation des terrains, et le projet de restauration de la cabane de Camicas, sur les 3 à 5 prochaines années.
- Contribuer à l'élaboration du schéma d'intention paysagère du plan de gestion de Camicas-l'Éden / Dune du Pilat porté par la chargée de mission « Bassin d'Arcachon ».

- Contribuer à la régulation des activités compatibles avec la vocation des sites: en lien avec les gestionnaires, les services de l'État, les organismes représentant les diverses activités, réalisation de la concertation préalable et appui à la mise en œuvre des procédures d'occupation du domaine (économique ou de loisir), à l'élaboration des conventions avec les organismes représentants les activités autorisées (chasse, sports, manifestations, prises de vues, etc), au traitement des demandes d'autorisations d'activités ponctuelles et des éventuels contentieux d'usage, en lien avec les services nationaux du Conservatoire.
- Appuyer la mission de «référént national» de la direction de la gestion patrimoniale du siège de l'établissement sur la thématique « incendie » : dans le cadre du groupe de travail national, organisation de retex et participation à la rédaction de principes d'action actualisés sur la thématique « incendie ».

Profil et compétences requises

- Formation ingénieur ou équivalent
- Qualités relationnelles (dialogue, concertation, négociation) et capacités à s'intégrer rapidement dans une équipe et travailler en réseau
- Capacité de représentation
- Connaissance des problématiques liées à la gestion, la restauration et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel
- Connaissance des acteurs du monde forestier, la connaissance du milieu littoral serait un plus,
- Connaissance du fonctionnement des institutions et structures partenaires (administrations, établissements publics, collectivités territoriales, associations...)
- Aptitudes au suivi de procédures, rigueur et organisation du travail
- Connaissance des marchés publics,
- Bonne expression orale et écrite, capacité rédactionnelle
- Autonomie et capacité de prise d'initiatives, maîtrise du temps
- Maîtrise du SIG (logiciels ArcGIS et QGis) et des bases de données
- Disponibilité (déplacements sur l'aire de compétence de la délégation)
- Permis B indispensable

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Sous l'autorité de la déléguée de rivages, l'agent est en relation fonctionnelle étroite avec le chargé de mission foncier pour la partie stratégie foncière et la chargée de mission « Bassin d'Arcachon » pour la partie mission propriétaire et plan de gestion. Il est également en relation fonctionnelle avec l'ensemble des membres de la délégation ainsi qu'avec les services centraux du Conservatoire du littoral, notamment avec la DGPat sur la mission nationale « incendie ».

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A ouvert :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (renouvelable une fois)
- Aux agents contractuels de droit public en CDD de 3 ans, sous condition de diplôme, et renouvelable une fois

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Télétravail possible dans le cadre du règlement en vigueur (après 3 mois de prise de poste).

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir à compter **du 1^{er} juillet 2023**.

Il est localisé à la délégation Aquitaine de l'établissement, à Bordeaux (33).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires – merci de joindre l'arrêté avec la lettre de motivation dans un seul fichier pdf) sont à adresser **au plus tard le 4 mai 2023**, sur le site internet du Conservatoire :: www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste (aucune candidature ne doit être envoyée à ces adresses)

Nathalie MADRID, déléguée de rivages Aquitaine

courriel : n.madrid@conservatoire-du-littoral.fr

Laure GUILHEM, déléguée adjointe

courriel : l.guilhem@conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements administratifs

Emmanuelle JOUTEUX, responsable ressources humaines

courriel : e.jouteux@conservatoire-du-littoral.fr